



## Plus jamais ça. Pour le droit à la santé, pour tous-tes !

Le 12 mars Macron déclarait que « des biens et des services doivent être placés en dehors des lois du marché » puis le 15 mars, il déclarait la guerre et appelait à l'union nationale.

Ces discours ne sont pas parvenus à cacher la réalité : un système hospitalier en crise et débordé, le manque de produits essentiels comme le gel hydro alcoolique, les masques, les moyens permettant de tester tous les sujets contacts des malades déclarés, ce qui aurait pu permettre d'envisager une autre solution que le confinement.

La volonté du pouvoir de cacher la réalité est apparue au grand jour avec ses déclarations contradictoires. Pendant des semaines, le gouvernement a défendu l'idée qu'il n'était pas utile de faire porter le masque à toute la population, pour nous dire l'inverse aujourd'hui. Le pouvoir a décidé du confinement tout en essayant de maintenir l'activité économique coûte que coûte y compris dans des secteurs non essentiels.

### Un système absurde

Pour le profit de grandes multinationales, les médicaments et les produits de santé essentiels sont fabriqués et transportés aux 4 coins de la planète. Ce sont donc des entreprises qui décident de la production (ou pas) de biens essentiels comme du lieu de production,

On pourrait ainsi manquer de paracétamol parce que l'entreprise RHODIA dont SANOFI était devenu le principal actionnaire a décidé en 2008 de fermer son dernier site de production en Europe situé dans l'Isère et de le délocaliser. Une seule usine située dans l'Ariège produit les machines et les réactifs pour les tests mais les commandes qu'elle a reçues ces derniers mois viennent des USA...

**La vision à court terme fondée sur le seul critère de la rentabilité a fabriqué des méthodes de gestion importées dans les services publics présentés comme un coût au lieu d'y voir un investissement dans les biens communs.**

**Depuis 30 ans, l'austérité budgétaire a réduit massivement les moyens humains et matériels des hôpitaux (70 000 lits supprimés en 15 ans) et les a contraints à s'endetter (30 milliards). La recherche médicale fondamentale a été délaissée, ainsi que la médecine de prévention dans les entreprises et la fonction publique.**

Avec la gestion à flux tendu, les masques mais aussi les produits essentiels en réanimation (anesthésiques, sédatifs) manquent !

### 300 milliards pour les entreprises, rien pour la santé !

Macron accorde 300 milliards de crédit garantis par l'État, il reporte impôts, loyers et cotisations des entreprises et décide par ordonnance d'allonger le temps de travail, de remettre en cause les congés ou le droit de retrait.

Mais il ne cède rien au système public de santé : pas d'abolition de la dette des hôpitaux, pas d'annulation des suppressions de postes et lits prévus (une « suspension »), pas d'augmentation des salaires des professionnels du soin.

Pire, commandée par Macron, la note de la caisse des dépôts et consignations présentant les axes pour "réformer" le système de santé entend poursuivre les politiques passées : privatisations, partenariat public-privé, rémunération à la performance, ...

## Changeons de logique !

Exigeons des mesures d'urgence :

- Des moyens immédiats et massifs pour l'hôpital, les EHPAD, la protection de l'enfance, les personnes handicapées dans le secteur médico-social, la psychiatrie.
- La réquisition des établissements médicaux privés et des entreprises afin de produire dans l'urgence gel, masques, respirateurs, tests et tout le matériel pour sauver des vies.
- Le port généralisé des masques, la généralisation des tests, Le droit au test et aux sérologies pour tous-tes.
- Arrêt immédiat de toutes les entreprises non essentielles au fonctionnement solidaire de notre société.
- Ouverture immédiate et massive de lieux d'hébergements adaptés, pour un confinement avec suivi médical pour les SDF, les sans-papiers, les mineur.es isolé.es à la rue.
- Garantir la protection des femmes victimes de violences conjugales et des enfants maltraités, en équipant les équipes de brigades des mineurs et les professionnels de l'action sociale de moyens de protection pour l'évaluation des situations, en ouvrant des lieux d'accueil.
- Garantir le droit d'accès à l'IVG sur tout le territoire.

L'hôpital n'est pas une entreprise qui vend du soin. Pour le jour d'après, pour garantir le droit à une santé pour tous-tes, il n'est plus possible de confier à des intérêts privés l'organisation de la production de biens et de services essentiels pour les populations.

Exigeons :

- La réouverture de services et de lits dans les territoires, un budget permettant de répondre aux besoins, un plan de recrutement massif et de formation de personnels de santé y compris à la Ville de Paris et au CASVP, une revalorisation des carrières et une augmentation massive des salaires.
- La construction d'un service public du médicament et la constitution de stocks stratégiques en médicaments, réactifs, matériels de protection et d'analyse.

**À la Ville de Paris, notre employeur n'a pas rempli ses obligations de protection de la santé et de la sécurité des agents.** Si les moyens de continuer des activités essentielles en cas de pandémie avaient été pensés (les « plans de continuité d'activité »), force est de constater que la ville n'avait pas anticipé grand-chose concernant notre santé : pendant plusieurs semaines, la Ville ne s'est pas donnée les moyens d'évaluer les risques encourus par des milliers d'agent-e-s. Elle n'a sollicité ni les CHSCT, ni la médecine préventive. La Ville n'a pas été capable de mettre en œuvre à temps des mesures de protection (distribution du matériel et consignes d'utilisation de ce matériel). La fermeture des sites de travail non essentiels n'a trop souvent été décidée que lorsque les agents ont exercé leur droit de retrait ou que le confinement généralisé était devenu une évidence.

**Après la fin du confinement, il faudra faire le bilan de cette gestion et rompre avec les visions à court terme. Parce que la santé des agent-e-s et de la population n'a pas de prix.**

Pour nous contacter et vous informer :

[cgt@us-cgt-spp.org](mailto:cgt@us-cgt-spp.org)

[SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr](mailto:SYNDICAT-supap-fsu@paris.fr)

<https://www.facebook.com/parisnebatpasenretraite/>

<https://www.instagram.com/parisnebatpasenretraite/>

Caisse de grève : <https://www.lepotsolidaire.fr/pot/41fl6ye6>